

# GUTENBERG LA FIBRE 2022



**AUGMENTER** les pensions  
**DEVELOPPER** la protection sociale,  
**MAINTENANT !** les Services Publics,



# SOMMAIRE



- ▶ EDITO : SEUL ON VA PLUS VITE, ENSEMBLE ON VA PLUS LOIN ! ..... 4
- ▶ SECTION RETRAITÉS DU SILPAC-CGT RAPPORT FINANCIER ..... 6
- ▶ LA QUESTION DES PENSIONS PREOCCUPE LES RETRAITÉS ..... 8
- ▶ L'EMPLOI AU CŒUR DE L'AFFRONTEMENT DE CLASSES.... 10
- ▶ SAM : UNE MARÉE ROUGE ! ..... 13
- ▶ DOSSIER : JOB VIT 20 ANS APRÈS... ..... 15
- ▶ CRÉATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : RENDONS À AMBROISE..... 21
- ▶ MACRON ET SON PROJET DE GRANDE SÉCU, UNE ARNAQUE DE PLUS? ... 23
- ▶ VINCENT BOLLORÉ ET LES ELECTIONS PRÉSIDENTIELLES .... 25
- ▶ CLIMAT : LA COP (26) EST VIDE MAIS LA COUPE EST PLEINE ! ..... 29
- ▶ LES MENSONGES D'ÉTAT..... 30
- ▶ SÉJOUR DE L'AMICALE DES RETRAITÉS DES ARTS GRAPHIQUES (ARAG) ..... 32
- ▶ LA RÉALITÉ DE LA SITUATION SOCIALE ..... 35
- ▶ PENSIONS ET SALAIRES : TOUS ENSEMBLE LE 27 JANVIER 2022 ..... 38

Connectez-vous sur votre site internet:  
<http://www.silpac31-lesamis.com>

Pour toute l'actualité sociale professionnelle et générale allez sur le site:  
<http://www.filpac-cgt.fr/>

Recevez la lettre hebdomadaire de la filpac-cgt en nous faisant parvenir votre mail à:  
[silpac31cgt.retraites@orange.fr](mailto:silpac31cgt.retraites@orange.fr)



Bulletin réalisé par la section retraité du silpac-cgt 31, animé par J. Filouse et J.-P. Combebiac, financé par la cotisation syndicale.

Conception - réalisation : réalisée de façon militante et bénévole par Sandrine Bellin  
Photos : Vie Nouvelle - Illustrations : Rust / FILPAC-CGT

Impression : par nos soins  
Nombre de tirage : 70 exemplaires

# [ SEUL ON VA PLUS VITE, ENSEMBLE ON VA PLUS LOIN !

▶ Après une année 2021 sur fond de pandémie à la Covid 19, alors que se pose la question de « Qui paiera l'addition du quoi qu'il en coûte? », les grands patrons et leurs armées d'actionnaires ont encore pu bénéficier de profits records cette année. Leurs dividendes n'ont jamais été aussi fructueux et les salaires des patrons augmentent toujours de façons indécentes.

Dans un même temps, l'augmentation des produits de première nécessité, de l'énergie, de l'alimentation touche tout le monde, et encore plus durement, les plus modestes qui avaient déjà du mal à s'en sortir. Personne ne peut ignorer cette souffrance endurée par tant de foyers français. Que l'on soit salarié, chômeur, étudiant ou retraité, tout le monde partage la problématique du pouvoir d'achat et du vivre décemment. Les salaires, les pensions, les allocations ne suivent pas cette inflation, ce qui précarise un grand nombre d'entre nous. D'ailleurs, j'invite à participer à l'appel de la journée de mobilisation à Toulouse le 27 janvier prochain.

L'année fut encore marquée par un chef de l'Etat incapable de gérer une crise sanitaire installée depuis bientôt 2 ans. Aujourd'hui encore, la grève récente des enseignants a mis en relief la gestion plus qu'aléatoire de cette situation. Cela nous a encore démontré, que pour notre président, l'économie était plus importante que la santé de ses citoyens.





Les enfants à l'école, les parents au boulot, peu importe les conséquences.

Un passe sanitaire se transformant en passe vaccinal ! Mais pourquoi contraindre plutôt que de convaincre ?

Sans oublier les personnes de première ligne, qu'ils soient cantonniers, soignants, instituteurs, caissiers, et je pourrais en citer beaucoup d'autres qui se battent au quotidien et qui attendent toujours la reconnaissance promise par M. Macron lors de la 1<sup>re</sup> vague.

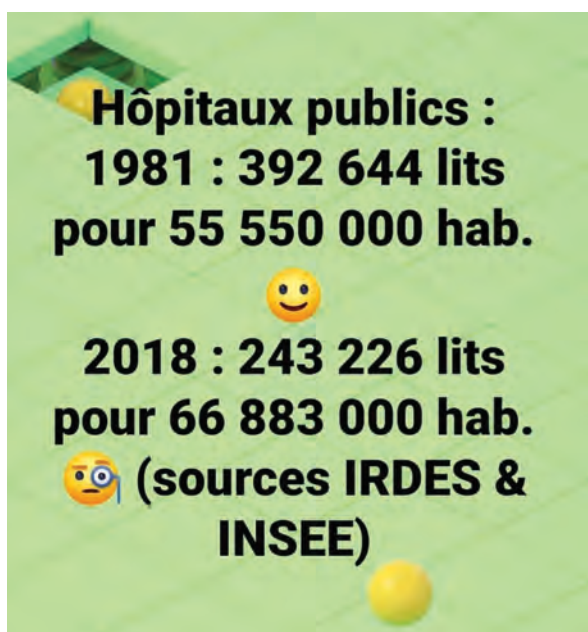
L'Hôpital s'épuise à coup de fermetures de lits. Du personnel partant à la retraite et qui n'est jamais remplacé faute d'agent. Eh oui ! M. Macron, la santé n'est pas un placement financier mais bien une nécessité sur laquelle il faut investir !

En ce qui concerne mon entreprise CIMP nous revenons de loin. Après de multiples efforts, deux PSE consécutifs, nous sortons tout juste

## RETOUR DU COVID, CES SIGNAUX QUI NE TROMPENT PAS



la tête de l'eau grâce à de fortes négociations et des propositions sur notre avenir. On nous avait promis une mort lente et douloureuse, une délocalisation vers une entreprise de labeur aux statuts moins favorables. Mais l'histoire en a voulu autrement. Durant l'été 2019 nous avons été rachetés à hauteur de 51 % par le groupe Riccobono. Je vous rappelle que nous faisons partie, jusque-là, du groupe Amaury (Aujourd'hui en France, Le Parisien, L'Equipe, Journal du Dimanche) depuis 2003, année de l'ouverture des imprimeries de province de ce même groupe. En début d'année, la fermeture du centre de Roto-Garonne, à Agen, a finalement entraîné le transfert partiel de leur charge de travail vers le centre d'Escalquens. Le groupe Riccobono, en nous apportant de nouveaux contrats d'impression, nous a alors permis d'augmenter notre tirage, avec notamment, « 20 minutes » en Quotidien National. Il était l'heure pour nous de nous diversifier et de nous ouvrir à différents marchés pour faire évoluer notre métier. Il était impératif de se remettre en question et de trouver de



## PANDORA PAPERS : PLUS T'ES RICHE, PLUS TU TRICHES...



nouveaux accords dignes des ouvriers du livre CGT. Forts de produits de presse quotidienne et hebdomadaire, agricole ou commerciale, régionale, départementale, et bien entendu de presse nationale, nous nous tournons vers l'avenir.

Aujourd'hui, nous brisons les codes. Le marché très agressif ainsi que l'érosion de toutes formes de presse ont changé les frontières et les codes connus jusqu'à présent. Si nous n'avons pas de politique et des revendications industrielles intelligentes, c'est la mort assurée de nos statuts et de nos entreprises sur le territoire occitan.

Aux difficultés du monde de l'impression, s'ajoute la problématique de la survie des papeteries françaises. La seule et unique papeterie en papier presse 100 % recyclé a été mise à l'arrêt. Aujourd'hui nous devons refuser des travaux par manque de diversification en papier, une pénurie organisée! Le prix de la tonne de papier a doublé en une année entraînant de ce fait une hausse des tarifs d'impression.

Comment parler du paysage de la presse sans évoquer la disparition des SAD du paysage français et penser aux 500 camarades mis en liquidation entraîné par la casse du système coopératif des éditeurs qui avait été mis en place par la loi Bichet en 1945 et qui assurait à chaque titre le droit automatique d'être proposé à la vente sur tous les points de vente existants.

Enfin, pour finir sur une note plus positive, je voudrais féliciter et apporter mon soutien à mes camarades de Lyon et de Marseille pour la création de leurs SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif)

J'espère vous retrouver tous bientôt... Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin!

Narbonne Sébastien,  
délégué CGT CIMP Escalquens.

# SECTION RETRAITÉS DU SILPAC-CGT RAPPORT FINANCIER

## [ Bilan financier au 31 décembre 2021

**Bilan financier 2021 - section retraités silpac-cgt 31**

COMPTE DE RESULTAT	2021	2020
<b>Produits</b>		
Cotisations	4 714,00	4 287,00
Subventions		
Produits divers		
<i>Produits manifestations (voyage annuel)</i>		
<i>Ventes</i>		
<i>Produits des locations</i>		
Autres produits		
Produits financiers (Intérêts livret)	40,06	
Produits exceptionnels		
<b>TOTAL des PRODUITS ( A )</b>	<b>4 754,06</b>	<b>4 287,00</b>
<b>Charges</b>		
Achats	255,60	276,11
<i>Carburant</i>		
<i>Fournitures et petits matériels (fournitures papeterie)</i>	255,60	276,11
Autres charges externes	952,83	798,88
<i>Frais d'impression (cartouches imprimante)</i>	99,08	25,09
<i>Charges locatives</i>		
<i>Maintenance et entretien</i>		
<i>Assurances</i>		
<i>Abonnements et documentation (vie nouvelle)</i>	702,75	713,79
<i>Cotisations diverses (cotis ufj et rmp)</i>	151,00	60,00
<i>Formations</i>		
Autres services extérieurs	944,64	883,27
<i>Honoraires</i>		
<i>AG, Congrès, Journées d'étude, Manifestations</i>	156,02	215,25
<i>Déplacements, missions et réceptions</i>	40,60	20,70
<i>Relations publiques</i>		
<i>Frais postaux et télécommunications</i>	334,43	459,20
<i>Services bancaires et assimilés</i>	219,59	188,12
Impôts et taxes		
Charges de personnel		
Autres charges	1 838,44	1 863,84
<i>Reversements Cogetise</i>	1 838,44	1 863,84
<i>Autres charges diverses</i>		
Dotations aux amortissements et provisions		
Charges financières		
Charges exceptionnelles (solidarité greves)		300,00
<b>TOTAL des CHARGES ( B )</b>	<b>3 991,51</b>	<b>4 122,10</b>
<b>RESULTAT ( A ) - ( B )</b>	<b>762,55</b>	<b>164,90</b>

Au regard des comptes 2021, le résultat bénéficiaire est principalement dû à une activité réduite par les contraintes du Covid-19, sachant que des frais fixes restent incontournables.

Bilan positif malgré la perte de 2 adhérents qui n'ont plus payé leurs cotisations, mais compensée par 1 nouveau syndiqué passé de chez les actifs vers les retraités

Le nombre d'adhérents, pour 2021, à jour de leur cotisation est de 41 syndiqués.

Je tiens également à remercier Sandrine Bellin, syndiquée chez les actifs du silpac-cgt 31, qui nous assure la mise en page et la qualité de notre bulletin, et qui par son militantisme et son bénévolat au syndicat, permet de ne pas impacter nos finances.

## [ Cotisations Syndicales 2022

Concernant la cotisation syndicale de 2022, le bureau syndical propose de ne l'augmenter que de 0,50 € par mois, comme l'an dernier, ce qui établit une cotisation de :

- **Papier, Labeur, Distribution, Publicité**  
10 € par mois (120 €/an)
- **Presse**  
12 € par mois (144 €/an)

Cette cotisation intègre l'abonnement à « Vie Nouvelle » qui est de 17,50 € en 2022, pour chaque adhérent.



Je rappelle que le coût réel annuel des cotisations pour l'adhérent est très minime, ceci par le jeu de la remboursement fiscal de 66 % du montant déclaré. Ce crédit d'impôt est restitué en début d'année du fait du prélèvement des impôts à la source, ce qui devrait permettre à chacun(e) de se mettre à jour de la cotisation, pour ceux qui ne sont pas en prélèvement automatique.

Pour info également, sur la cotisation syndicale, payée à notre section, 73 % est reversée à « Cogétise », structure de la CGT qui collecte nationalement les cotisations puis les reversement aux différentes structures (confédération, fédérations et Union Départementales).

## [ Règlement de la cotisation

Le bureau vous recommande de privilégier le Prélèvement Automatique bimestriel ou annuel en nous transmettant simplement un RIB de votre banque (via un mail).

Malgré le Covid une permanence est maintenue tous les mardis matin au bureau du syndicat et en espérant que l'allègement des mesures barrières nous permettront de reprendre la sortie annuelle que nous avons dû annuler depuis 2020.

## [ Bureau syndical

L'Assemblée Générale de ce mardi 25 janvier 2022, propose que le bureau syndical soit composé comme suit :

### **Secrétaire général de la section**

..... Bernard MARGRAS.

### **Secrétaire adjoint**

..... Bernard LEJEUNE.

### **Secrétaire à la communication**

..... Jacques FILOUSE.

### **Secrétaire politique financière**

..... Jean-Pierre COMBEBIAC.

### **Secrétaire aide sociale**

..... José GONZALEZ.

### **Membres du bureau**

Monique CHERBONNIER, Daniel CHELLE, Denise COSTAMAGNA, Alain DE BERMONT, Alain SABADIE.

Auquel pourrait s'ajouter de nouveaux camarades qui seront proposés pendant l'assemblée.



*Le secrétaire à la politique financière*

# [ LA QUESTION DES PENSIONS PREOCCUPE LES RETRAITÉS



**Les retraités veulent faire entendre leur « difficulté à vivre » explique Marc Bastide secrétaire de l'UCR CGT :**

*« La question des pensions revient dans toutes les conversations avec les retraités. Même ceux qui arrivaient à s'en sortir avant se retrouvent souvent aujourd'hui avec deux générations encore à charge : leurs enfants qui ne sont pas encore indépendants financièrement et leurs parents âgés dépendants. »*

Le 1<sup>er</sup> octobre, nous étions des dizaines de milliers de retraités mobilisés pour dire l'urgence de mesures gouvernementales les concernant. Dans 164 rassemblements ou manifestations, ils ont exprimé la difficulté de vivre avec des pensions bloquées alors que les prix flambent. En un an, les prix ont augmenté de 1,9 % alors que les retraites de base n'ont augmenté que de 0,4 % et les complémentaires de 1 %. Depuis 2014, les retraités ont perdu entre 10 et 12 % de pouvoir d'achat, soit un mois de pension par an. La CGT demande que le

montant des retraites et des pensions soit proportionnel à l'évolution du salaire moyen.  
**Quand vous irez voter pensez-y!!!!!!!**

**[ Aucune retraite ne devrait être inférieure au SMIC.**

Afin de ne plus devoir renoncer à se soigner faute de moyens, les retraités demandent également une refonte du système de santé actuel, accessible à tous. Contre l'isolement, ils défendent aussi des services publics accessibles à tous.

**[ Sur le financement de ces améliorations la CGT a aussi des propositions**

Augmenter les recettes par une politique salariale et de l'emploi :

- la seule mise en place de l'égalité salariale femmes-hommes rapporterait 6,5 milliards d'euros de cotisations retraites et garantirait de meilleur niveau de pension aux femmes ;



- la création d'emplois contribuerait au financement du système. Par exemple, la hausse de l'emploi de 2,4 % rapporterait 9 milliards d'euros de cotisations sociales, dont 4,5 milliards pour les retraites (et 7 milliards d'économies pour l'assurance-chômage);
- réduire le temps de travail, avec l'abaissement de l'âge de départ en retraite à 60 ans rapporterait 12 milliards d'euros d'économies sur l'assurance-chômage (l'indemnisation des plus de 60 ans) et faciliterait l'accès à l'emploi pour les jeunes;
- de la même manière, la hausse des salaires de 5 % dans le privé rapporterait 18 milliards d'euros de cotisations supplémentaires pour la Sécurité Sociale, 9 milliards d'euros pour la seule branche retraites et, dans le public, une hausse du point d'indice de 5 % rapporterait 4 milliards d'euros.

Augmenter les cotisations sociales pour stabiliser le système à long terme :

- en finir avec les exonérations de cotisations à minima pour le CAC 40 rapporterait 5,5 milliards d'euros;
- mettre en place une sur-cotisation sur

les emplois précaires (CDD, intérim...) d'un point rapporterait 1 milliard d'euros;

- dé plafonner les cotisations pour les salaires au-dessus de 27 500 euros par mois rapporterait 1 milliard d'euros;
- augmenter l'assiette des revenus soumis à cotisations des salariés et des employeurs pour y intégrer l'intéressement, les participations, l'épargne salariale et l'épargne retraite équivaldrait à 10 milliards d'euros de cotisations supplémentaires que l'on pourrait principalement affecter aux retraites.

Mettre le capital à contribution :

- élargir l'assiette (avec un taux à 28 %) aux dividendes versés aux actionnaires. Pour les seules entreprises du CAC 40, cela rapporterait 14 milliards d'euros;
- soumettre les plates-formes numériques à la cotisation pour les retraites rapporterait 500 millions d'euros.



Marc Bastide  
Secrétaire Général de  
l'Union Confédérale des Retraités CGT

# L'EMPLOI AU CŒUR DE L'AFFRONTEMENT DE CLASSES

► Nous sommes maintenant très proches de prochaines échéances électorales qui peuvent être l'occasion de marquer le paysage en adéquation avec nos revendications et de changement de société. Malgré le zèle exercé par les médias pour détourner les gens, et singulièrement les salariés, des questions qui sont liées à leur appartenance de classe.

Et pourtant rien n'y fait ! Les questions des salaires, des pensions, du pouvoir d'achat et de l'emploi se révèlent comme des questions qui sont dans les premières préoccupations. Elles sont le terreau sur lequel peut grandir la mise en accusation du capital, la contestation de sa logique, et la mise en cause de son pouvoir, qu'il soit institutionnel et/ou économique.

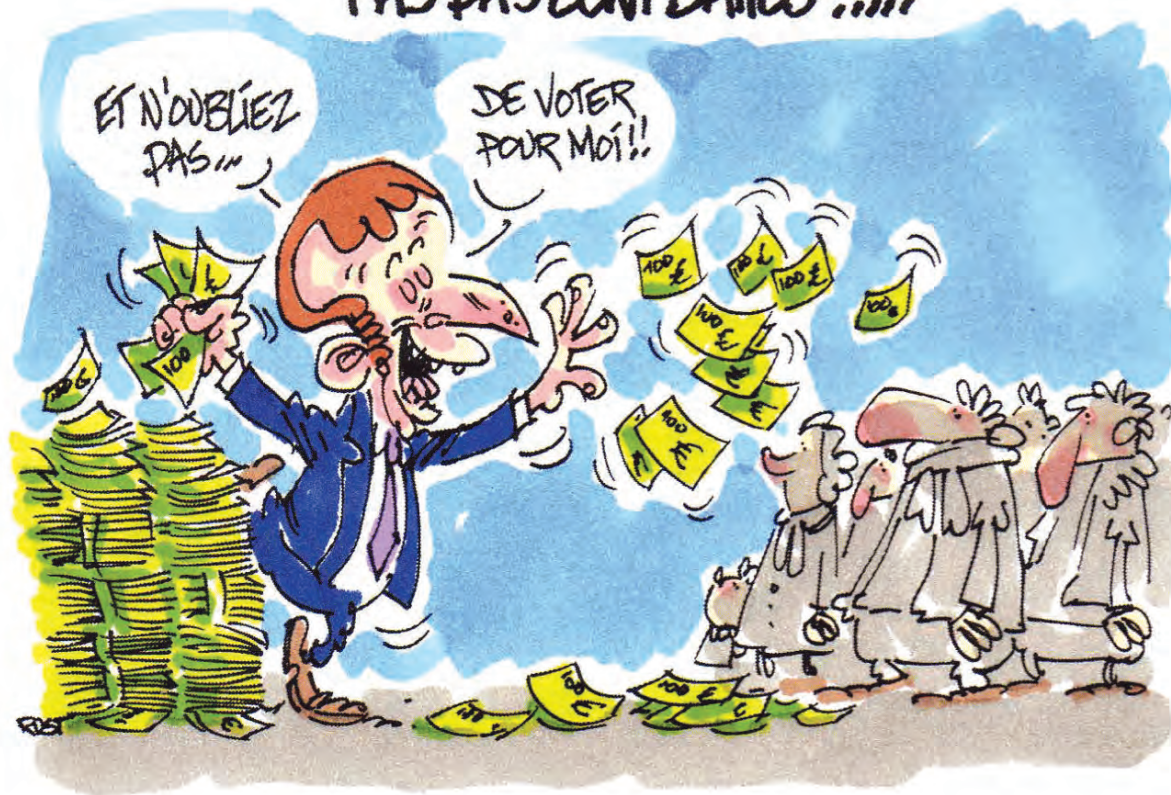
Car c'est bien cela que le capital financier redoute. Une prise de conscience généralisée, qui débouche sur des actions d'ampleur, avec des propositions qui prennent une telle force qu'elles en deviennent incontournables. Une mise en mouvement de couches sociales qui ont des intérêts communs, des intérêts de classe.

[ Alors le gouvernement, avec le Medef derrière le rideau, essaie d'éteindre ce qu'il perçoit comme un début d'incendie social potentiel avec son chèque énergie de 100 euros.

Un cataplasme sur une jambe de bois auraient dit les plus anciens ! Un chèque qui ne trompe pas grand monde quant à la nature réelle de ses intentions. Ils nous invitent à détourner le regard pour le tourner vers un leurre et nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Mais rien n'y fait. Les Français veulent une augmentation générale des salaires et des pensions !

Le monde du travail continue à être la cible de toutes les attentions pour poursuivre les politiques de régressions sociales. Alors que les difficultés et la pauvreté s'étendent et s'ancrent dans la société. C'est la réalité brutale du prétendu « ni droite ni gauche » ou du « en même temps » d'Emmanuel Macron et de son gouvernement.

# FLAMBÉE DES TARIFS DES CARBURANTS: T'AS PAS CENT BAILES ?!...



**[ Des efforts démesurés pour laisser penser que la crise actuelle est le résultat de la situation sanitaire et non qu'elle trouve ses racines au cœur du système lui-même.**

Mais le vernis craque et les Français exigent un changement de cap. Toute la question est de savoir qui sera au rendez-vous de la colère exprimée et de cette exigence de changement. En contestant les pouvoirs du capital. De l'État jusqu'au cœur des entreprises, en avançant l'idée d'une nouvelle appropriation des moyens de production, de nationalisations démocratiques. D'un changement de mode de production, plus efficace, plus humain, plus écologique. Avec des pouvoirs étendus et décisionnels pour les salariés.

**[ Notre proposition de sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu ne peut pas se concevoir sans une avancée décisive des droits et des pouvoirs des salariés, des usagers.**

D'une démocratie qui ne s'arrête pas aux portes des entreprises. Conçu comme un attelage dialectique, et qui s'appuie sur des expérimentations partout où c'est possible. Donner des pouvoirs aux salariés, c'est aussi leur permettre de redonner du sens à leur travail à un moment où beaucoup s'interroge sur sa finalité. Ou beaucoup contestent la seule logique du profit,





qui s'étend et qui domine aujourd'hui au sein des entreprises, où la finance impose sa loi. Donner du pouvoir aux salariés, c'est précisément leur permettre de redonner du sens à leur travail. A l'heure où ceux qui portent une responsabilité écrasante dans la situation de la gauche, s'érigent en donneurs de leçons et moralisateurs tutélaires de la gauche que François Hollande a si souvent trahie ! À tel point que cela en est devenu le marqueur principal de son quinquennat, ponctué par une fuite devant ses propres dégâts. Pas glorieux !

Redonner des couleurs, des valeurs, et d'avancer des propositions qui ne soient pas des rustines pour maintenir un système capitaliste qui s'estime en danger, contesté dans sa logique même !

### **[ L'ampleur de la crise appelle à des réponses d'envergure, à des changements de fondations.**

Une sécurité d'emploi et de formation, est l'axe autour duquel s'articule un projet de société qui veut libérer l'être humain de la camisole capitaliste. L'histoire nous enseigne, y compris la plus récente à l'échelle humaine, que toutes les compromissions entre le capital et le travail se soldent toujours in fine, par une victoire du premier et une défaite du second. Notre proposition de sécurité d'emploi et de formation est sans concession quant à ce qui nous permettrait de sortir de cette crise qui dure et qui s'aggrave, d'autant qu'elle est au cœur des luttes et des mobilisations sociales d'aujourd'hui, au cœur des réponses



immédiates qu'il faut leur apporter. Chacun sent bien que l'emploi est au centre de l'affrontement de classe. Sinon, comment expliquer que le capital, ses serviteurs et sa cour, s'acharnent à ce point pour le détruire et en détourner le sens ? À le précariser dans une forme d'outrance ?

Car notre syndicalisme veut rassembler sur des contenus qui s'attaquent à la racine des causes. Ne pas le faire serait une nouvelle fois semer des illusions quant à la nature de la crise, à la hauteur des réponses à lui apporter, et déboucher une nouvelle fois sur une déception alors que les précédentes ont déjà fait tant de ravages dans les consciences. Ce serait de l'irresponsabilité et une démission politique. Ou bien de la complicité. Mais ça c'est une autre affaire !

Eloignés d'une vision électoraliste, mais acharnés à faire grandir des propositions qui engagent un mouvement de fond résolu qui s'attaque au capital.

**Mais l'essentiel reste à faire.  
Gagner les voix et les consciences qui vont avec.**



JPC

# [ SAM : UNE MARÉE ROUGE !



► Malgré la liquidation judiciaire et la cessation d'activité de la Société aveyronnaise de métallurgie, actées par le tribunal administratif de Toulouse, 8000 personnes se sont réunies à Viviez (Aveyron) pour soutenir les salariés de la fonderie, mercredi 1<sup>er</sup> décembre.

Des manifestants observent le mur des portraits des 333 salariés « sacrifiés » de la SAM.  
En-dessous, une pancarte :  
« Super le cadeau de Noël ».

## [ Brèves entendues lors des interventions de nos camarades :

David Gistau, secrétaire général de l'UD CGT Aveyron et salariés élu de l'entreprise :  
*« Sous nos pieds, il y a les galeries. En 1961-1962, il y a eu ici la plus grande grève des mineurs de fond de France. Nous nous battons comme eux, tout simplement pour travailler au pays. [...] Ce qu'il se passe en Aveyron se passe partout en France. Un grand respect pour tous ceux qui, aujourd'hui, sont en*





*grande souffrance parce que le travail tue. Cette société, on n'en veut pas. [...] Ils pourront tout nous prendre, mais jamais ils ne nous prendront notre dignité, notre solidarité, notre amitié ».*

**Philippe Martinez**, secrétaire général de la CGT : *« C'est une délocalisation ici, pas la fermeture d'une activité en déclin! [...] On a besoin de fonderie en France, pour notre souveraineté industrielle. On a besoin de fonderie, c'est une lutte légitime. Les salariés ont raison d'occuper leur usine. Quand on lutte, on peut gagner ».*

**Ghislaine Gistau**, déléguée CGT SAM : *« C'est du mépris pour les salariés, pour tout un territoire. On est déterminés à se battre parce qu'il y a des solutions, des recours à engager au tribunal. On veut un délai jusqu'en mars 2022. [...] La transition écologique, on l'a passée, on travaille à 50 % pour les moteurs hybrides et électriques. L'État est complice de ce qu'il nous arrive. »*

Elle tient à remercier l'ensemble de ses collègues de travail qui « gardent la tête haute » : *« Notre lutte est juste. Devant nous, c'est de l'injustice. »*

Une salariée, de la SAM qui y travaille depuis 26 ans. Dit, la voix tremblante, qu'elle ne s'attendait pas à voir autant de monde : *« C'est grandiose, c'est magnifique, ça nous redonne la force [...] C'est un message. Un très grand message, et on veut que ça bouge plus haut. Et on ne lâchera rien ».*



# [ DOSSIER : JOB VIT 20 ANS APRÈS...





**Les festivités « ANNIVERSAIRE JOB et NAISSANCE DU COLLECTIF JOB » les 30, 1<sup>er</sup>, 2 et 3 octobre 2021 se sont déroulées avec un grand succès.**

JOB, c'est une histoire de lutte. Lors de la fermeture de l'usine, les salariés sont rejoints par les associations du quartier, des habitants ainsi que par différents acteurs culturels. Tous ensemble, ils se sont battus pour donner un nouveau souffle au bâtiment afin qu'il devienne un lieu culturel et citoyen.

Aujourd'hui, le collectif JOB est le terrain d'une expérimentation sociale où les décisions sont prises de manière démocratique, les actions sont menées collectivement, fédérant bénévoles et citoyens.

**[ Tous les programmes ont connu une grande affluence du public.**

Les salles de spectacles complètement remplies :

- soirée rouge, par la compagnie de danse La Baraque, réunissant professionnels et amateurs ;
- soirée pièce de théâtre « JOB, une épopée ouvrière », par la compagnie Une Petite Lueur, théâtre et témoignages ;
- deux soirées sur la place JOB, avec un millier de personnes chaque soir et un feu d'artifice sur deux soirs, qui a enflammé le Bâtiment et les Esprit.

*Pour rappel, la compagnie Une Petite Lueur mérite de faire connaître cette pièce-témoignage, en la proposant sans restriction pour toute soirée militante (assemblée, congrès, etc.):*

- Delphine, 06 03 54 29 71

- Bernard Margras, secrétaire du SILPAC-CGT section retraités ; vice-président de l'association « Les Amis de l'Imprimerie et de JOB ».



## [ L'histoire :

### Espace Job : trois lettres, une histoire pour un lieu associatif unique à Toulouse.

Inauguré le 1er octobre 2011, dans le quartier des Sept-Deniers, le lieu aurait pu ne jamais exister. Les anciens de l'usine Job, et les habitants du quartier se sont mobilisés pour que le site, emblème d'une histoire industrielle et militante, devienne un espace culturel et associatif exemplaire.

On l'appelle depuis toujours le Vaisseau Amiral.

Le bâtiment Job se dresse au cœur du quartier des Sept-Deniers, à Toulouse. Trois lettres en rouge vif sur sa façade, une fierté pour les habitants du quartier.

Depuis six ans, l'Espace Job réunit au sein d'un collectif des associations citoyennes et culturelles, une école de musique et une piscine. Pourtant, l'usine a failli disparaître et avec elle tout un pan de mémoire, car elle perpétue une longue histoire militante à Toulouse.

### Une histoire ouvrière

Job, c'est d'abord un emblème : celui d'une industrie papetière florissante, avec 300 salariés. L'usine, construite dans les années 1930, produit du papier destiné à la mise en cahier du papier à cigarettes, puis du papier de luxe, « le couché classique ». A partir des années 1990, le site deviendra un haut lieu de lutte sociale. Des années durant les salariés se battront pour conserver leur activité et leurs emplois.

« Cette période a suscité une résistance ouvrière et une lutte syndicale qui ont débordé le simple cadre de l'usine de papier. Des manifestations spectaculaires se sont déroulées à la gare ou à l'aéroport, au tribunal, dont les Toulousains se souviennent encore », peut-on lire sur le site du collectif Job.

### Un lieu de vie et de convivialité

Job est désormais un lieu associatif et citoyen, l'un des plus vivants de la Ville Rose. Il ne reste sur le site que le bâtiment principal, un bel

Venez souffler les bougies d'un double anniversaire qui ouvre la saison 2021-2022. Il y a 20 ans les anciens salariés de l'usine, des citoyens, des associations ont lutté pour la sauvegarde du bâtiment qu'ils font vivre et vibrer depuis 10 ans. Retrouvons nous et construisons l'avenir ensemble !

Tout au long de l'événement : animations, buvette et petite restauration

**fête de la place à job!**

**Ven. 1<sup>er</sup> oct.**

à partir de 18h30 PLACE JOB

- 19h GIGN - Carnage Production
- 20h Concert - Gazoline Steel Band
- 21h Fanfare - Les Trou Balourds
- 22h30 Feu d'artifice

**Sam. 2 oct.**

16h30 à 19h PLACE JOB

- Retrouver des couleurs - Cie la Baraque
- Je l'aime - Cie des soupis hachés / Entresort amoureux - à partir de 16 ans
- Le Goût du faux - Cie celui qui dit qui est / Caméra parloir

17h à 20h BÂTIMENT JOB

- 17h Job 2041 - Cie Arc en Ciel Théâtre - débats et expérimentations
- 19h Job, une épopée ouvrière - Cie Une Petite Lueur / Théâtre et témoignages

20h30 à 23h30 PLACE JOB

- 20h30 Concert de Music'Halle
- 22h00 Very Big Fun(k) Music'Halle Orchestra
- 23h30 Feu d'artifice

**dim. 3 oct.**

BÂTIMENT JOB

- 10h30 Table ronde « Job, histoire papetière et épopée ouvrière »
- 11h30 Vernissage de l'exposition et présentation du livre « JOB Sept-Deniers, de l'usine à l'espace citoyen »
- Exposition à découvrir du 1er octobre au 12 novembre

collectif-job.com

collectif JOB, Mairie de Toulouse, Espace Job, logos

n° licence entrepreneur 2-1084169 / 3-1084170 / Ne pas jeter sur la voie publique



exemple d'architecture art déco, qui rappelle l'importance de l'état d'esprit des « Job ». L'espace Job est également né d'une autre volonté, celle des habitants du quartier.

En 2002, le site est vendu et promis à la destruction. Des immeubles d'habitations doivent y prendre place. Les anciens salariés de l'usine s'y opposent. Ils vont trouver le soutien d'associations du quartier qui ont besoin d'un lieu pour leurs activités et la



colloque radio diffusé devant une salle émue



la « compagnie le petite lueur »  
les actrices joue le rôle des ouvriers(ères)

pugnacité des habitants des Sept-Deniers. Eux aussi manifesteront pour conserver le Bâtiment Amiral. Une autre lutte s'engage durant cinq ans, avant qu'ils n'obtiennent gain de cause. La mairie rachètera le bâtiment. Il sera réhabilité.

En octobre 2011, l'Espace Job est enfin inauguré. Aujourd'hui son histoire continue sous la houlette du collectif Job. Le lieu est cogéré par les associations et la mairie, c'est un exemple de fonctionnement unique en France. Ce ne sont pas des adhérents, mais des citoyens qui se retrouvent pour mettre en place le programme et les activités de l'espace Job.

### Un état d'esprit qui se perpétue

Aujourd'hui, l'état d'esprit Job demeure et continue de se perpétuer. L'Espace Job est un lieu de vie incontournable, d'action et d'expression aussi. Et quand la municipalité a proposé, en 2016, de rebaptiser la place Job, place Guy Novès, la résistance s'est organisée, de nouveau. Et la mairie a renoncé à son projet. La dernière tempête, comme les précédentes, aura fait une fois encore tanguer le vaisseau Job, mais sans lui faire perdre son cap.

### [ Intervention de Bernard Margras dans le cadre des fêtes du collectif Job pour ses 10 ans d'existence.

« Chers amis, toulousains, camarades et élus.

Le syndicat CGT FILPAC, l'association des ex-salariés de JOB « APRES JOB », devenu par



un prompt renfort « Les Amis de l'Imprimerie et de Job », ainsi que le collectif JOB, attirent l'attention de tous sur les enjeux sociaux provoqués par la fermeture définitive de l'usine, papetière JOB.

Cet événement emblématique est suffisamment important pour que nous soyons rassemblés ici sur la place pour fêter la lutte exceptionnelle de tous, salariés de JOB, habitants des Sept-Deniers et d'une grande majorité de la population toulousaine, qui ont voulu sauver l'outil de production et générer un espace social et culturel.

**Rappelons brièvement l'histoire de cette épopée fascinante avec tous ceux qui ne se résignent pas au gâchis social.**

Le 15 avril 2001, trois cents emplois industriels ont été rayés de la carte. Sachant qu'un emploi perdu dans l'industrie papetière génère la perte de sept emplois induits dans l'économie du pays, c'est donc plus de deux mille emplois qui ont réellement été rayés de la carte.

Soyons clairs, l'usine a été volontairement pillée et détruite par malversation. Le montage du système d'escroquerie qui a été choisi par le financier Vincent Bolloré a consisté à vendre en secret à l'industriel papetier allemand Scheuffelen la marque job, avec le secret de fabrication, le carnet de commandes, le service commercial, un papier Classique qui devait compléter sa gamme de produits. Ils voulaient surtout se débarrasser du personnel salarié toulousain pour une délocalisation en Allemagne, sans turbulences.

Le troisième larron Gecco avait mission, pour 1 franc symbolique et 20 millions de francs, de couler la boîte en six mois. La vigilance de tout le personnel avec son syndicat et comité d'entreprise, la lutte engagée permet de révéler aux yeux de tous cette machination. Les tribunaux ont condamné l'escroquerie morale et financière de ces prédateurs (prison, interdiction de séjour, etc.) Le financier mondialiste Vincent Bolloré et les





paradis fiscaux émergents dans le dossier n'ont pas été inquiétés.

L'opportunité d'un espace de 6 hectares constructibles libérés était aussi une bonne opportunité alimentant le crime et la logique de la spéculation immobilière, les appétits de profits pour les serviteurs du système.

Les choix politiques pour les délocalisations de l'époque, de 1995 à 2000, étaient basés sur des décisions impensables devenues possibles grâce à l'ouverture des frontières décidées par le dogme libéral européen pour « un marché libre et complètement faussé par l'ouverture du dumping social et environnemental. »

La perte de nos industries est au cœur du marasme économique français : externalisation de l'industrie, dématérialisation, plans sociaux, chômage, dette et perte du savoir-faire.

L'industrie papetière française est en quasi disparition. Dans le même temps la radio nous informe que les éditeurs sont en pénurie de papier d'impression. Très clairement, ce concept financier a frappé la communauté de destruction industrielle en France et en l'occurrence il a provoqué la fermeture de l'usine JOB des Sept-Deniers. C'est d'autant plus dommageable que ce tournant a été pris par la décision politique du gouvernement de l'époque, sous l'égide de Lionel Jospin, que nous avons contraint, à Balma, à négocier.

Heureusement se sont engagées à cette époque des luttes indispensables et très souvent médiatisées : reclassement des salariés licenciés, action en justice, dépôt d'une demande de

classement du bâtiment principal de l'usine pour sa valeur architecturale, travail de mémoire, coopération avec les associations de quartier, pour que la reconversion de l'usine préserve la trace de leur activité industrielle et intègre les aspirations des habitants.

Brisant la routine sociale, les JOBs ont su mobiliser et fédérer les soutiens les plus divers : collectivités locales, personnalités politiques et artistiques, acteurs médiatiques, associatifs, universitaires.

Loin de l'image d'une classe ouvrière accablée, impuissante et moribonde, on a vécu le côté jubilatoire de salariés irréductibles débordants d'énergie combative...

Aujourd'hui, ce Bâtiment emblématique est transformé en lieu de vie démocratique grâce au collectif JOB. Il signifie que, malgré de tels gâchis, l'engagement de chacun peut permettre l'espoir pour l'avenir.

Le Collectif JOB est légitimement à l'honneur aujourd'hui pour fêter vingt ans de présence active et dix ans de gestion imposée à la municipalité, « pour une riche activité d'émancipation populaire et d'exercice pratique de la citoyenneté ». Gageons que nos politiques, d'aujourd'hui, soutiendront généreusement ces valeurs.

Continuons ensemble, démontrons notre vitalité sociale, soyons nombreux à nous engager dans les associations du Collectif!  
**JOB VIVRA!...**



# [ CRÉATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : RENDONS À AMBROISE...



**Il est bon de rappeler aux anciens et de dire aux générations plus jeunes la vérité, toute la vérité sur les faits, afin de rétablir**

**l'histoire à ce que certains disent souvent que la Sécurité sociale a été fondée par Pierre Laroque, occultant sciemment le nom d'Ambroise Croizat.**

Ce qui est curieux c'est que lorsqu'on évoque une loi, on lui donne toujours le nom de celui qui l'a promulguée et non du fonctionnaire qui a participé à sa mise en place. Ainsi dit-on loi Macron, loi Juppé ou loi Veil par exemple. Eh bien, non ! Là on vous dira loi Laroque, qui n'était pourtant que le fonctionnaire du ministre Ambroise Croizat, qui lui était le politique qui portait le projet de la Sécurité sociale. Mais, allons donc, on n'allait pas donner à une institution enviée dans le monde entier et que certains partis dits de gauche, de droite et patronat s'évertuaient à casser, le nom d'un ministre communiste !

Et pourtant, c'était lui le bâtisseur de ce beau conquis social, alors qu'il était ministre du Travail et de la Sécurité sociale de novembre 1945 à mai 1947. On vous parlera encore d'une création de Charles de Gaulle...

Oui, mais voilà, Charles de Gaulle avait déjà démissionné, le 15 janvier 1946, lorsque Ambroise Croizat, après avoir conçu les lois de création de la Sécurité sociale mit en place, en mai-juin 1946, les cent trente-huit caisses avec la CGT et le peuple de France, malgré l'opposition violente de la droite, des assurances privées des médecins, des patrons, des notables mutualistes, de la CFTC.

Le 22 mai 1946, par un vote unanime, l'Assemblée constituante votait le projet de généralisation de la Sécurité sociale et de la retraite que lui présentait Ambroise Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité sociale. Avec le vote de sa généralisation, il soumettait à l'approbation de l'Assemblée constituante la plus belle conquête des travailleurs en la dégageant des systèmes anciens qui





ne répondaient plus à la nécessité d'une couverture sociale pour tous les salariés et également les professions non salariées. La Sécurité sociale était alors lancée. Les « jours heureux » allaient rendre la vie tout autre que la noirceur de l'Occupation, des privations, des drames de la collaboration et de la misère qui régnait après les destructions de la guerre. La période qui va suivre sera bénéfique pour le monde du travail. L'écartement du gouvernement Ramadier des ministres communistes, en 1947, ne put enlever cette création réellement enracinée dans la tête de tous les Français. Ambroise Croizat voyait loin quand il a décidé de généraliser la Sécurité sociale à toute la population. Il pensait à toutes celles et ceux qui en étaient dépourvus. On mesure aujourd'hui l'importance de prendre en compte leur couverture sociale, quand on constate la déchirure actuelle de l'emploi à contrat à durée indéterminée et la mise en place des formes de salariat non reconnues et précaires. Il est une question aujourd'hui, celle du chômage, jamais résolue et simplement réglée par des indemnités aléatoires dans le temps.

De plus Charles de Gaulle, revenu au pouvoir, sera le premier à casser cette noble institution, en octobre 1967, avec les ordonnances Jeanneney, qui supprimèrent les élections démocratiques des caisses, divisèrent la Sécurité sociale en trois branches, établissant le paritarisme qui donna la gestion aux patrons. Juste une petite vérité à rétablir : Pierre Laroque n'était que le commis d'écriture qui mit en forme l'ordonnance portant la création de la Sécurité sociale du 4 octobre 1945. Cette ordonnance est une émanation directe du

Conseil National de la Résistance (CNR) et des réflexions et conceptions collectives menées sous la maîtrise d'œuvre d'Ambroise Croizat, dès sa nomination comme président de la commission du Travail à l'Assemblée constitutive de juin 1943 du gouvernement provisoire à Alger. Et ceci, en lien très actif avec les services du ministère de la Santé dirigé par François Billoux, ministre communiste, jamais évoqué lorsqu'on parle de la Sécurité sociale. D'ailleurs, Pierre Laroque ne prendra ses fonctions qu'en septembre 1944. C'est sûr qu'il est difficile d'admettre la réalité de l'Histoire, surtout l'actualité brûlante et la modernité d'un homme comme Ambroise Croizat, à l'heure où droite, patronat et partis réformistes veulent privatiser ce bien national qu'est cette noble institution.

Le meilleur hommage que l'on puisse rendre à Ambroise Croizat est de nous battre sans cesse partout, afin que la Sécurité sociale ne devienne pas une coquille vide livrée aux organismes privés, mais qu'elle reste ce que le ministre et le peuple de France qui l'ont bâtie ont voulu qu'elle soit, un vrai rempart au rejet, à la souffrance et à l'exclusion. Ce citoyen humaniste que fut Ambroise Croizat mériterait bien, autant que d'autres, les honneurs de son pays en mentionnant son nom sur des édifices ou artères de nos cités, afin que chacun se souvienne ainsi de l'importance que revêt la création de la Sécurité sociale.



*Jacques Filouse.*

# MACRON ET SON PROJET DE GRANDE SÉCU, UNE ARNAQUE DE PLUS ?

▶ Étendre les frais médicaux couverts par l'assurance maladie obligatoire et supprimer les complémentaires santé: c'est l'un des scénarios proposés par le Haut Conseil à l'avenir de l'assurance-maladie.

Le ministre de la Santé Olivier Véran a demandé au Haut Conseil à l'avenir de l'assurance-maladie (HCAAM) d'envisager des évolutions possibles de la Sécurité Sociale.

Cette instance consultative, dont fait partie la CGT, a rendu un rapport qui contient quatre scénarios possibles. L'un d'entre eux, le plus détaillé et le plus commenté, examine la possibilité d'une extension des soins pris en charge par l'assurance maladie.

Ce que l'on appelle le projet de « Grande Sécu » fusionnerait la Sécurité sociale et les complémentaires santé.



Actuellement, en France, nos dépenses de santé sont prises en charge de deux façons différentes :

- par le régime de base de la Sécurité sociale (environ 80 % des dépenses) ;
- et par trois types d'organismes complémentaires de santé : mutuelles, assureurs et organismes de prévoyance.





Le rapport du HCAAM précise que le scénario de réforme de « Grande Sécu » « conduirait les finances publiques à prendre en charge 22,4 milliards d'euros » pour l'instant assumés par les patients ou par leur complémentaire santé.

Pour Pierre-Yves Chanu, représentant de la CGT au sein du Haut Conseil, la revendication syndicale de « Sécurité sociale intégrale » a pesé sur les travaux mais il reste encore un certain nombre de points à éclaircir.

### **[ Quelle sera l'ampleur de la prise en charge à 100 % ?**

Le scénario du HCAAM prône un remboursement intégral des frais dentaires, optiques et des prothèses auditives. « Mais qu'en est-il des dépassements d'honoraires ? » demande Pierre-Yves Chanu, rappelant que la CGT défend une transformation profonde du système de santé, remet en cause la médecine libérale et prône notamment le développement de centres de santé de proximité avec des médecins salariés.

Par ailleurs, le rapport indique que les soins pris en charge seraient amenés à évoluer. Certains médicaments pourraient entrer et sortir de cette liste. Selon ce rapport, il conviendrait « d'accroître les exigences de régulation des dépenses de santé par

*l'Assurance Maladie Obligatoire, dans un double objectif de maîtrise des dépenses de santé et d'accès aux soins en supprimant la possibilité de se défaire sur l'Assurance Maladie Complémentaire. »*

### **[ La CGT défend un périmètre de soin large, fondé sur un principe : tout ce qui contribue aux soins doit être remboursé.**

Comment trouver les 22,4 milliards d'euros nécessaires ?

Pour la CGT, les ressources actuellement affectées au financement de la Sécurité sociale sont insuffisantes. Cette insuffisance s'explique avant tout par l'insuffisance des salaires, le niveau de chômage et les exonérations massives de cotisations sociales.

Il conviendrait donc d'établir une logique qui pénalise les investissements financiers au profit d'investissements productifs.

Enfin, la Sécurité sociale doit relever de la démocratie sociale et être placée sous la responsabilité de représentants élus des assurés sociaux.

Des règles de fonctionnement démocratiques doivent être élaborées. Elles seules permettront de répondre aux besoins de la population dans son ensemble.

# VINCENT BOLLORÉ ET LES ELECTIONS PRÉSIDENTIELLES

► **Comment Vincent Bolloré (bien connu des Job pour avoir dépecé leurs usines), mobilise son empire médiatique pour peser sur la présidentielle**

*(extraits de documents journalistiques de Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin, publiés le 16 novembre 2021 dans le journal « Le Monde »).*

## [ Une machine de guerre médiatique

Rarement un groupe de médias ne se sera construit aussi vite. Jamais il n'aura été mis aussi rapidement au service d'un dessein politique. En quelques mois, la quatorzième fortune professionnelle de France (selon Challenges) a bâti un pôle réactionnaire qui s'étend jusqu'à l'édition. Pour la première fois, début novembre, Yannick, deuxième des fils Bolloré, PDG d'Havas et président du conseil de surveillance de Vivendi, trône à la Foire du livre de Brive, en Corrèze, où il explique que la prochaine prise de contrôle de Hachette par Vivendi, « c'est dans l'intérêt de la France ».

Vincent Bolloré a déjà fait de Lise Boëll, éditrice historique d'Eric Zemmour chez Albin Michel, la patronne de Plon (propriété de Vivendi), mais le fer de lance dans la campagne électorale qui s'annonce s'appelle CNews, cette petite chaîne d'info en continu à laquelle Vincent Bolloré a voulu donner, dès 2017, un nom « à l'américaine ». Comme Fox News, son modèle outre-Atlantique, mise à disposition de Donald Trump et des plus ultras du Parti républicain par le puissant milliardaire Rupert Murdoch.

Il l'a mariée avec Europe 1, quasi absorbée en une rentrée après l'arrivée fracassante de l'actionnaire breton au sein du groupe Lagardère en septembre. Vivendi avait alors annoncé une OPA sur ce groupe de médias - propriétaire notamment de Hachette, d'Europe 1, de Paris Match et du Journal du dimanche (JDD), qui devrait aboutir d'ici à la mi-décembre 2022. En un éclair, il a évincé Hervé Gattegno de la tête de Paris Match et du JDD et l'a remplacé - jusqu'à la présidentielle du moins - par deux hommes sûrs, deux journalistes septuagénaires qu'il aimerait voir grossir les rangs des « yesmen »,





comme on appelle dans le groupe Bolloré ces cadres à très gros salaires qui ne décident rien sans en référer au patron et exécutent les licenciements à coups de « *Je te comprends, mais Vincent veut...* ».

## [ Un pionnier du buzz

Vincent Bolloré n'ignore rien de leur parcours. A 20 ans, Patrick Mahé militait au sein d'Occident, mouvement d'extrême droite dissous en 1968 – comme Michel Calzaroni, le conseiller com' de Bolloré, qui s'amuse aujourd'hui d'avoir commencé « *à l'extrême droite de Vincent et de se retrouver à sa gauche* ». Longtemps proche de Jean-Marie Le Pen, Mahé est aussi un ancien de Jeune Europe, groupuscule ultra-nationaliste et antiaméricain de « *fafs* », disait-on à l'époque, dont l'emblème était la croix celtique.

Patrick Mahé a déjà travaillé à Paris Match, dès 1981. Il y a laissé un drôle de souvenir. N'avait-il pas poussé le magazine, en 1983, à acheter pour 400 000 dollars un faux scoop sur les « carnets » d'Adolf Hitler ? Trente-cinq pages pour des cahiers bidons et une gigantesque campagne d'affichage dans le métro parisien avec ce slogan : « *L'authenticité de notre document est controversée. Achetez-le, lisez-le, faites vous-même votre opinion !* ». « *Zemmour est une entreprise, avec des résultats financiers, soutenue par un groupe de médias. Trump est passé de la télé-réalité à la Maison Blanche, mais il était le candidat du Parti républicain, tandis que Zemmour est le candidat d'un*

*groupe audiovisuel.* » dixit François Hollande au « Corriere Della Sera »

La seconde recrue, Jérôme Bellay, désormais à la tête du JDD, appelle Bolloré « le cousin ». Sa quatrième épouse, Isabelle Morizet, alias Karen Cheryl, serait, aime rire Bellay devant ses collaborateurs, une parente éloignée du premier actionnaire de Vivendi. Le couple partage d'ailleurs quelques cocktails sur le pont du Paloma, lorsque le yacht du milliardaire mouille l'été dans la baie de Cannes.

C'est un tout autre style que Mahé, à 79 ans, a lancé la première radio en continu, France info, participé à la création de LCI et produit en 2000 « C dans l'air », l'une des émissions quotidiennes les plus regardées du service public. Son retour sonne comme une revanche. Lui aussi retrouve, à la tête du JDD, un poste qu'il avait dû quitter en 2016. Il avait été évincé après une couverture affichant le portrait pleine page de Marine Le Pen sous le titre « *Un Français sur trois, prêt à voter pour elle* » (« une » du 11 octobre 2015). A l'époque, elle avait choqué la rédaction et le propriétaire du titre, Arnaud Lagardère...

## [ Une complicité inédite entre Zemmour et Bolloré

La véritable arme de Vincent Bolloré dans sa bataille politique était elle aussi journaliste. Éric Zemmour, condamné pour « *provocation à la discrimination raciale* » et pour « *provocation à la haine* » envers les musulmans, défenseur de la peine de mort et du Pétain de la collaboration,



adversaire des contre-pouvoirs, de l'Europe et de la Constitution de la Ve République est le phénomène de la campagne présidentielle qui s'annonce.

Avant même d'être candidat, il en insuffle le rythme, les mots, les polémiques. « *Zemmour est une entreprise, avec des résultats financiers, soutenue par un groupe de médias, a analysé l'ancien président François Hollande dans le quotidien italien Corriere Della Sera le 31 octobre. Trump est passé de la télé-réalité à la Maison Blanche, mais il était le candidat du Parti républicain, tandis que Zemmour est le candidat d'un groupe audiovisuel.* »

Entre le Breton catholique et le juif pied-noir d'Algérie s'est tissée une complicité inédite, dont la droite classique a fini par s'émouvoir. En septembre, la candidate à la primaire du

parti Les Républicains (LR) Valérie Pécresse s'en inquiète d'ailleurs directement devant Vincent Bolloré. Elle connaît l'industriel depuis longtemps. En 2007, le père de l'ancienne ministre, professeur reconnu de l'université Paris Dauphine, Dominique Roux, avait été nommé président de Bolloré Telecom. Soutenir la candidature Zemmour serait une impasse, insiste-t-elle.

« *Justement, je l'ai retiré de l'antenne* », répond avec un culot désarmant le propriétaire de CNews. En vérité, dans la perspective de la présidentielle, il a juste dû se soumettre à la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de décompter le temps de parole du chroniqueur de « Face à l'info » contraignant Zemmour au départ.





## [ « Il faut mettre beaucoup plus de Zemmour »

Lorsque le banquier Philippe Villin, qui s'est chargé de récolter des fonds pour la campagne de Xavier Bertrand, sollicite Arnaud de Puyfontaine, une connaissance de vingt-cinq ans, le président du directoire de Vivendi ne lui offre pas un « oui » franc et massif. « Je vais demander à Vincent », élude-t-il prudemment. La réponse ne tarde pas. « Vincent » pose une condition à toute aide financière : « Il faut mettre beaucoup plus de Zemmour » que dans la campagne du candidat Bertrand. Et ne verse rien.

Éric Ciotti, le très droitier patron de l'une des plus puissantes fédérations LR, celle des Alpes-Maritimes, rencontre Bolloré dans le Sud, où il passe l'été. « Nous sommes tous deux préoccupés par la préservation de l'identité française », avance le député. Quelques jours après le rendez-vous, il annonce publiquement qu'il votera Zemmour en cas de duel présidentiel

avec Macron puis, sur CNews, appelle « les soutiens et potentiels électeurs d'Eric Zemmour » à adhérer à LR afin de voter pour lui à la primaire de la droite.

A Valérie Pécresse, qui refuse l'union de la droite et de l'extrême droite dont rêve tout haut Éric Zemmour, Vincent Bolloré rétorque : « Zemmour ouvre à la droite la porte du deuxième tour » à condition qu'elle reprenne ses thèses. Le grand patron en est certain, LR ne l'emportera qu'en adoptant le discours de son polémiste vedette. Même l'ancien négociateur du Brexit, Michel Barnier, invité personnel de « Vincent » aux mariages de ses enfants, se met à rêver d'« un bouclier constitutionnel » afin de mettre en œuvre un « moratoire sur l'immigration » sans se soumettre au droit européen.

Faisons que le sieur Bolloré puisse être mis en échec.



# [ CLIMAT : LA COP (26) EST VIDE MAIS LA COUPE EST PLEINE !

[ **N'ayez aucune inquiétude, « ç'aurait pu être pire »! Eh oui, c'est formidable la COP 26.**

Comme pour tout le reste, elle se solde par des promesses... des promesses d'accélérer la « lutte » contre le réchauffement climatique. De simples recommandations, timides, pour limiter la hausse des températures à 2,4 °C. Ouf, nous sommes donc sauvés!

[ **Les financiers l'ont bien compris. Les indices boursiers battent de nouveaux records.**

Le montant des dividendes a grimpé de plus de 15 % par rapport à l'an dernier. La confiance des boursicoteurs surfe sur les politiques publiques de relance.

[ **Ils sont rassurés qu'elles ne changeront rien.**

Le soleil brille sur les places boursières, mais la réalité est bien plus sombre. Pendant que les banquiers profitent, au rythme de la fonte



de la banquise, la population trinque... et pas au champagne!

Le cynisme qui se dégage de cette triste réalité attise notre colère. Mais, pour le plus grand nombre, il alimente le sentiment d'impuissance. Jamais les salariés n'ont eu autant besoin de notre syndicalisme pour s'organiser et se faire entendre, et de retrouver la force de croire que d'autres choix sont possibles et de les imposer. Tel est le défi posé à la CGT : être résolument au service des travailleurs pour répondre aux problèmes du quotidien et construire avec eux un autre jour d'après.

# LES MENSONGES D'ÉTAT

► La crise sanitaire a eu entre autres pour effet de provoquer dans tous les pays une explosion de la dette publique.

En France, celle-ci représente désormais l'équivalent de 120 % du PIB. On est loin du plafond de 60 % imposé par les traités

européens ou même de la limite de 90 % au-delà de laquelle certains économistes pronostiquaient la catastrophe économique. Nécessité faisant loi, les discours alarmistes ont été mis un temps en sourdine mais reviennent aujourd'hui en force. Ainsi le Programme de stabilité budgétaire que le gouvernement vient de transmettre à la Commission européenne prévoit une réduction

ARNAQUE : LA SUPPRESSION DE L'ISF PAR MACRON C'EST DU FLAN!!!!



à marche forcée des dépenses publiques. L'endettement public n'aurait pour conséquence que l'austérité, ou au contraire celui-ci ne pourrait-il pas être un moyen de répondre aux besoins sociaux ?

Les poncifs sur la dette publique, complaisamment distillés par les gouvernants et les médias dominants, relèvent plus des « fake news » que de la réalité. De fait, faire de la dette un épouvantail permet de justifier l'austérité.

### **La dette publique est un fardeau pour les générations futures ?**

**C'est faux.**

Comme toute dette, elle a pour contrepartie un actif (écoles, hôpitaux, routes...). Or, non seulement le solde est largement positif en France, mais surtout les dépenses préparent l'avenir.

### **Le pays vit au-dessus de ses moyens, il faut donc réduire les dépenses publiques ? C'est faux.**

L'augmentation de la dette provient davantage de la baisse organisée des recettes que de l'augmentation des dépenses.

### **L'État est en faillite ?**

**C'est faux.**

Contrairement à une entreprise, un État ne peut pas faire faillite. Il peut seulement faire défaut, c'est-à-dire ne pas payer ses créanciers. La durée de vie d'un État est illimitée et il a la faculté de lever l'impôt et de battre monnaie. La situation actuelle et les mesures prises pour faire face à la crise sanitaire montrent d'ailleurs l'inanité des discours antérieurs à ce propos.



### **La dette n'est pas soutenable ?**

**C'est faux.**

Si la dette augmente, son coût, lui, diminue. Le montant des intérêts payés par l'État est passé de 56 milliards en 2011 à 32 milliards en 2020 et devrait se réduire à 27 milliards en 2021. En effet, la créance sur l'État français est jugée sûre et est considérée comme une valeur de garantie pour les spéculateurs.

### **[ Portons haut nos couleurs et agissons pour :**

- La REVALORISATION DES SALAIRES ET PENSIONS ;
- La SECURISATION DE L'EMPLOI ET ARRET DE LA PRECARITE ;
- Les 32 HEURES ;
- Les CONDITIONS DE TRAVAIL ;
- La REINDUSTRIALISATION ;
- La RETRAITE à 60 ANS ;
- La TRANSITION ECOLOGIQUE PAR UN DEVELOPPEMENT DES DROITS HUMAINS.



# [ SÉJOUR DE L'AMICALE DES RETRAITÉS DES ARTS GRAPHIQUES (ARAG)

► **Comme beaucoup d'organisations, l'ARAG a subi une année catastrophe, ce qui fait que nous n'avons pas pu réaliser les programmations que nous avions prévues pour l'année 2020 et nous le regrettons.**

Le début de l'année 2021 a commencé comme la précédente, mais malgré tout nous avons réussi à programmer un séjour qui s'est déroulé à SALOU (Espagne), du jeudi 7 octobre au mercredi 13 octobre, avec la participation de quarante-six personnes.

**[ Au cours de ce séjour, nous avons pu profiter de nombreuses visites.**

Le vendredi 8 octobre, nous avons fait une virée à TARRAGONE, l'une des villes romaines d'Espagne, déclarée site du patrimoine mondial en raison de son grand site archéologique.

Le samedi 9 octobre, nous avons passé l'après-midi au parc de Sama, Jardin historique, déclaré au patrimoine culturel d'intérêt national

et jardin botanique de 14 hectares.

Le dimanche 10 octobre, TORTOSA, capitale de la région de l'Ebre, a fait l'objet de notre visite.

Le lundi 11 octobre, notre visite a été pour la ville de Sitges.

Le mardi 12 octobre notre sortie nous a amenés à Sante Creus, pour la visite de son monastère...

Le mercredi 13 octobre, le séjour est terminé et nous revenons à la maison, en espérant pouvoir recommencer en 2022.

**[ Début septembre 2022, est prévu un séjour à ISLA, en Cantabrie.**

Après ce petit compte rendu, nous voudrions avoir une pensée profonde envers José GONZALEZ notre secrétaire, qui a perdu son épouse bien aimée au cours du mois de mars 2021.

Aussi une pensée pour Mme Raymonde Barthès, que nous appelions bien amicalement « Momone », qui nous a quittés au cours du mois d'août 2021.



Chères/chers adhérentes/adhérents, les membres du bureau vous remercient de les accompagner lors des sorties qu'ils vous proposent, ainsi que pour votre bonne humeur. Amitié, et meilleurs vœux de santé à vous tous.

Nous tenons une permanence tous les premiers et troisièmes mardis du mois, de 9 heures à 11 h 00, salle 118 (avec ascenseur), à la Bourse du travail de Toulouse, 19, place Saint-Sernin 31 000, où nous restons à la disposition des allocataires de l'ANDFS, pour les conseiller et les aider dans leurs démarches.

Les cartes d'adhérents « ARAG » sont renouvelables au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.



*François VADILLO*  
Trésorier de l'ARAG



la ville de Sitges



cirque romain de Taragone



visite du parc de Sama

# Association de Tourisme Social

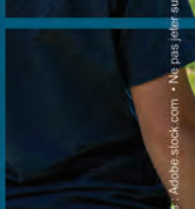
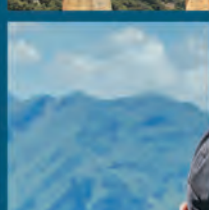
## de la CGT en Occitanie

Nîmes  
tourismeloisirslr.com  
Tél. 04 66 67 29 20

Toulouse  
www.tlcmp.fr  
Tél. 05 61 29 83 29

- Une association de Tourisme de proximité **A VOTRE ECOUTE**
- La mutualisation des activités pour un **PRIX ADAPTÉ**
- Des vacances de qualité pour tous, **AU JUSTE PRIX** (locations, villages vacances)
- Des vacances en famille et en groupe
- Des vacances adaptées à vos envies et vos besoins : **UNE AUTRE FAÇON DE VOYAGER**
- Un service billetterie **À TARIFS PRÉFÉRENTIELS**
- Un tourisme à taille humaine, privilégiant les acteurs issus de l'économie sociale et solidaire locale.

- Locations, villages vacances : **AUX TARIFS COLLECTIVITÉS**
- Cinéma, concerts, parcs de loisirs, musées en Occitanie **À TARIFS RÉDUITS**
- Réduction **JUSQU'À 40 %** sur les forfaits ski dans les Pyrénées, les Alpes, le Jura...
- Une assurance sports et loisirs **INCLUSE DANS L'ADHÉSION**



# [ LA RÉALITÉ DE LA SITUATION SOCIALE



► **Le gouvernement enchaîne les déclarations pour se féliciter de la situation économique et sociale, sur fond de croissance**

**relativement élevée au troisième trimestre 2021.**

**Derrière ce bruyant concert d'auto-louanges, les chiffres décrivent une réalité sociale dure.**

Éléments d'explications.

**[ Il y a bien une reprise, mais la crise n'est pas « effacée »**

Il ne fait pas de doute que les chiffres de la croissance sont « bons » au troisième trimestre 2021. L'économie a quasiment retrouvé son niveau d'avant-crise, celui du dernier trimestre 2019. Mais est-ce à dire que la crise a été « effacée » ? Il n'en est rien.

D'abord parce que la situation économique de fin 2019 était relativement terne, quand la croissance actuelle est élevée; comparer un point haut et un point bas force le trait de la reprise.

Ensuite, si le niveau d'avant-crise a été retrouvé, il nous faut prendre en compte les pertes cumulées pendant la crise (la croissance que nous aurions dû avoir sans la crise sanitaire). Ce sont donc bien 2 % de croissance qui manquent par rapport à 2019. Loin de nous l'idée de courir après la croissance du PIB (c'est une impasse); mais à régime économique constant, un manque de croissance produit des effets sur l'emploi et les revenus.

La croissance du PIB est un mauvais indicateur de manière générale, il l'est encore plus en période de crise, et ne permet pas de saisir la réalité de ce que vivent des millions de français-es. Sur ce plan, non seulement la crise n'est pas effacée, mais elle est loin d'être terminée.

**[ Un taux de pauvreté qui stagne... mais une pauvreté plus intense.**

Tout comme ceux de la croissance, les chiffres de la pauvreté sont eux aussi à analyser avec précaution. Selon les derniers chiffres de l'INSEE, le taux de pauvreté est stable en 2020, ce qui ne peut manquer d'étonner.





C'est d'abord le fait de la sécurité sociale, qui continue crise après crise de rappeler son importance et son efficacité.

Ensuite, ce chiffre exclut notamment les étudiant-es, dont on sait qu'ils ont été massivement touchés pendant la crise.

En fait ce n'est pas tant du côté du nombre que de l'intensité de la pauvreté qu'il faut chercher l'effet de la crise. En d'autres termes, celles et ceux qui étaient déjà en difficulté le sont encore plus aujourd'hui. Ainsi le recours à l'aide alimentaire a augmenté de 11 % en 2020, et les inscriptions dans des associations d'aide aux plus démunis ont-elles connu une progression de 7 % selon la DREES.

"Quelle année !" C'est Challenges qui s'exclame : +300 milliards pour les 500 fortunes françaises. Qui détiennent, désormais, 47% du PIB. Contre 6% il y a 25 ans.

Jackpot, en pleine crise sanitaire. Des chiffres qu'ils veulent taire. A nous de les marteler, de les graver !

## [ Plusieurs millions de français-es fragilisés-es par la crise

Selon une étude du CREDOC, la « vulnérabilité » des personnes a augmenté, c'est-à-dire en prenant en compte le cumul de difficultés (emploi, éducation, santé, famille, etc.). Le chiffre est sans appel : 3 français sur 10 sont de « nouveaux vulnérables ». Ils ont majoritairement moins de 40 ans et occupent un emploi précaire. La fragilisation de la situation professionnelle est l'élément déterminant de cette vulnérabilité.

Parmi ces 4 millions de personnes, on retrouve une intensification des problèmes « classiques » de la pauvreté ; précarité, situation financière dégradée (+61 %), impossibilité de régler certaines dépenses indispensables (loyers, internet, frais de scolarité) pour 20 % d'entre eux, renonciation aux soins (46 %).

La réalité de la vie de millions de français-es offre un contraste brutal à la joie gouvernementale.

La misère est toujours immense en France avec plus de 9 millions de pauvres. Pour affiner rappelons que selon l'observatoire des inégalités :

- 2 millions de personnes vivent avec moins de 700 € par mois ;
- plus de 200 000 vivent dans des logements indignes ou à la rue.

## [ Le pouvoir d'achat en berne...

Si on élargit la focale, non pas seulement aux plus démunis mais à l'écrasante majorité de la population, les raisons du mécontentement sont là aussi nombreuses.

La question du « pouvoir d'achat » connaît un sursaut dans la période, à la faveur d'une inflation plus importante que d'ordinaire (aux alentours de 2.6 %) liée à un ensemble de facteurs allant de tensions géopolitiques autour des matières premières et de l'énergie jusqu'à des décisions de politique intérieure (comme la hausse des prix de l'électricité pour... favoriser la concurrence!).

10 % de cette inflation correspond au prix de l'énergie, qui se répercute directement sur les ménages les plus pauvres. On pourrait citer certaines hausses notables: les fruits et légumes frais (+5 %), les pommes de terre (+4 %), les transports dont le train (+6,3 %), le tabac (+4,8 %), les services postaux (+7,3 %). Là encore, plus les revenus sont faibles, plus ces dépenses pèsent lourd dans les budgets. Qu'on ne se trompe pas d'ennemi; le problème ce n'est pas l'inflation en tant que telle (qui réduit notamment le poids de l'endettement); le problème c'est la faiblesse des salaires, le fait qu'ils n'augmentent pas assez rapidement, en un mot; la répartition des richesses en défaveur du travail. Le problème du pouvoir d'achat ne date pas de la remontée de l'inflation; il est structurel.

## [ ...depuis trop longtemps

Si on regarde sur une plus longue période, on constate que les salaires nets (une fois l'inflation prise en compte) n'ont augmenté que de 05 % par an en moyenne depuis 1996.

La quasi-totalité de cette hausse s'explique par le fait qu'il y a de plus en plus de cadres qui tirent la moyenne vers le haut. En prenant en compte cette évolution, on constate en réalité que les salaires nets n'ont pas bougé depuis 1996.



Pire, si on corrige l'indice des prix de 1 point comme nous le proposons (en prenant en compte le tabac, le logement, la hausse des divorces etc.), le pouvoir d'achat du salaire net n'a pas augmenté mais diminué de 9,1 % depuis 1996!

Le paysage économique et social n'est donc pas aussi réjouissant que voudrait le faire croire Bruno Le Maire. La légère embellie du moment (largement liée au rebond après la crise) ne doit faire oublier ni la persistance de la misère dans notre pays, ni la stagnation du pouvoir d'achat de la majorité du monde du travail. Une meilleure répartition des richesses, une baisse du temps de travail pour garantir l'emploi pour tous-tes et une hausse des salaires en commençant par le SMIC pour garantir un niveau de vie décent pour tous-tes; voilà les urgences de la période.

Montreuil,  
le 5 novembre 2021

# PENSIONS ET SALAIRES :

## TOUS ENSEMBLE

# LE 27 JANVIER 2022

▶ **Personne ne peut ignorer le contexte social et économique, les augmentations des produits de première nécessité, de l'énergie comme de l'alimentation et finalement du coût de la vie pour toutes et tous, jeunes, actifs, demandeurs d'emploi et retraités.**

Personne n'ignore que seuls les salaires, les pensions et les aides et allocations continuent de stagner ou même de baisser au regard de l'inflation, de décrocher par rapport aux qualifications dans le privé comme dans le public. Si, dans de certains secteurs et entreprises des mobilisations et des négociations ont permis d'obtenir des revalorisations de salaires, trop souvent encore les négociations sont au point mort ou les propositions des employeurs loin du compte.

**[ Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, Fidl, MNL, Unef et UNL ne peuvent s'en satisfaire et n'entendent pas en rester là!**

Sans augmentation du point d'indice et du SMIC il n'y aura aucune avancée pour les salarié.e.s dont les minima de branches sont actuellement en dessous du salaire de base minimum.

Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, Fidl, MNL, Unef et UNL contestent dans



le même temps que le gouvernement ait maintenu sa réforme de l'assurance chômage qui aura pour conséquence d'enfermer de trop nombreux salariés dans des emplois à faible salaire, à temps partiel ou en CDD.

Les retraité.e.s très massivement mobilisé.e.s attendent toujours une réponse pour une augmentation immédiate de leur pension, retraite de base et retraite complémentaire, dont la dernière revalorisation a été plafonnée à un niveau très inférieur à l'inflation.

La jeunesse confrontée à une grande précarité de vie et de travail, à la pauvreté accentuée par la crise sanitaire, économique et sociale doit obtenir une réponse à l'encontre des réformes libérales, de l'éducation, de la formation, de l'assurance chômage décidées par le gouvernement.

Les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, Fidl, MNL, Unef et UNL soutiennent les actions et mobilisations organisées dans les jours et semaines qui viennent pour exiger des augmentations de salaires et défendre les emplois et conditions de travail et appellent à une mobilisation interprofessionnelle sur les salaires et l'emploi le jeudi 27 janvier 2022.

Il est urgent et indispensable d'agir toutes et tous ensemble par la grève et les manifestations pour l'augmentation immédiate de tous les salaires du privé comme du public, des allocations pour les jeunes en formation et en recherche d'emploi, ainsi que d'améliorer les pensions des retraité.e.s.

Montreuil, le 17 décembre 2021.



## [ Industries et services publics

Aujourd'hui, « **Vivre et travailler dignement partout en Occitanie** » nécessite de repenser en profondeur l'aménagement du territoire. Il doit être repensé, pour limiter les déplacements obligatoires, maîtriser l'urbanisation, permettre l'accès de toutes et tous à des services publics de proximité.

L'industrie est indispensable pour répondre aux besoins fondamentaux de la population (alimentation, eau, énergie, transport, éducation, santé, logement, culture).

Arrêtons ces « grands » patrons, donneurs d'ordre, qui martyrisent toute notre industrie, tout en recevant des millions d'argent public, sans aucune contrepartie !

L'activité économique industrielle de la région tourne essentiellement autour de l'aéronautique, mais les autres filières industrielles sont en berne : textile, bois-papier, électronique, chimie..., entraînant derrière elles la désindustrialisation de certains territoires, conjugué au démantèlement en règle, imposé par le gouvernement, dans les services publics, dans la santé, l'éducation, l'énergie... La réindustrialisation de nos territoires ne pourra se concrétiser qu'avec des services publics de proximité répondant aux besoins des populations. C'est la condition pour « **Vivre et Travailler dignement partout en Occitanie** » et cela passera par autre répartition des richesses. Alors le 27, tous dans la rue !


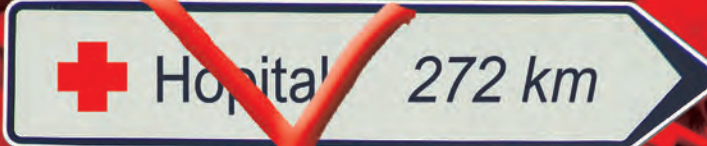
**Rendez-vous  
le 27 janvier 2022 à Toulouse,  
place Arnaud Bernard à 10h30**

Ensemble  
le **JEUDI 27 JANVIER 2022**

**SALAIRES**

**EMPLOI**

**AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

  **Hopital** 272 km

 **La Poste** 148 km

 **Finances Publiques** 98 km

  
 **Industrie** 389 km

**la  
cgt**  
Comité Régional  
Occitanie